



CTSD 8 JUIN 2016

Déclaration FSU

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

Les journées de grève et d'actions contre la loi travail se multiplient et occupent le devant de la scène. Et cela n'est pas fini. Cette mobilisation prend sa source dans le refus de la précarité, de la flexibilité, de la course aux profits indécents. Elle est devenue le symbole d'une lutte pour la dignité.

Or, le CTSD qui nous réunit aujourd'hui a comme objet d'attribuer les postes restants dans notre modeste escarcelle seine-et-marnaise. Et, ces postes doivent nous permettre d'améliorer les conditions de travail des professeurs des écoles. Des conditions qui se dégradent tant, que nous voyons exploser le mal-être dans les écoles, sous plusieurs formes. Il est grand temps dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui de penser (ou panser) le travail dans la Fonction Publique autrement que par le prisme de la rentabilité, à coup d'indicateurs de gestion et d'objectifs chiffrés.

Amener chacun des élèves qui lui est confié à la réussite est un défi pour chaque enseignant. Un défi que chaque personnel a à cœur de relever. L'augmentation ou la non diminution des effectifs, la disparition des aides spécialisées et des aides liées à l'éducation prioritaire, les promesses non tenues en termes de PMQC, de la scolarisation des moins de trois ans ... L'absence de mesures de simplification concernant l'allègement des tâches administratives, la complexité du nouveau système de remplacement qui ne donne satisfaction à aucun des acteurs de terrain ... tout cela concourt à obscurcir l'ambiance de travail dans nos écoles.

Cela ne va pas mieux dans nos écoles, nos établissements spécialisés, nos collèges, nos lycées car chacun constate amèrement que les conditions ne sont pas réunies pour diminuer les effets des inégalités sociales sur les résultats scolaires. Et les enseignants, tout comme les personnels encadrant, s'escriment pourtant à « tenir » comme ils le disent, allant jusqu'à l'épuisement parfois.

Les écarts se creusent dangereusement car les dotations de l'état, comme celles des collectivités territoriales ne permettent plus de répondre aux besoins essentiels des populations. La disparition des seuils de carte scolaire en est l'un des exemples, les plus criants. C'est désormais l'enveloppe budgétaire décidée dans les hauts lieux sous la coupe bruxelloise, qui déterminent quels sont les besoins en Seine-et-Marne. Quitte à dissimuler les restrictions derrière un paravent de considérations pédagogiques à géométrie variable, d'indicateurs obscures, ou les marquer du sceau du bon sens et des bonnes intentions qui échapperaient ce dit en passant à la majorité des représentants syndicaux.

Seulement sous couvert du «de donner vraiment, vraiment plus aux plus défavorisés, ou de faire vraiment de vrais bonnes réformes », ce sont les populations les plus fragiles qui sont mises à mal. Habitants des zones rurales de la frange Est de notre département, victimes de la désindustrialisation, de l'abandon des petites exploitations agricoles, ils sont aussi les oubliés du Grand Paris. Rayés de la carte de l'éducation prioritaire, ils devront maintenant déboursier des sommes conséquentes pour que leurs enfants puissent simplement aller à l'école, au collège et au lycée publics.

C'est pour offrir des conditions de scolarisation et d'études dignes à tous les seine-et-marnais, que les représentants FSU continuent de porter leurs exigences et leurs propositions dans toutes les instances dans lesquelles ils siègent, en toute neutralité.

Pour la FSU, il n'est pas utopique de penser qu'un autre modèle social est possible. Ce modèle social fondé sur une juste répartition des richesses produites est incontournable.

C'est pour faire entendre cela, que la FSU appelle en intersyndicale, à manifester une nouvelle fois le 14 juin prochain.